

La conquête d'un territoire

Jean-Thomas Bédard

Numéro 39, printemps 1988

Le Saguenay-Lac-Saint-Jean : 150 ans

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/18611ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Éditions Continuité

ISSN

0714-9476 (imprimé)

1923-2543 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Bédard, J.-T. (1988). La conquête d'un territoire. *Continuité*, (39), 22–25.

LA CONQUÊTE D'UN TERRITOIRE



par Jean-Thomas Bédard

De l'époque héroïque de la colonisation à l'effervescence industrielle, l'histoire de cent cinquante ans de développement.

Camp de défricheurs près de Mistassini, vers 1895. L'isolement, les maigres salaires obtenus dans les chantiers de la Compagnie Price et la nature impitoyable en décourageant plus d'un qui repartent vers des cieux plus cléments. (photo: Société historique du Saguenay, Archives nationales du Québec à Chicoutimi)

Au début du XIX^e siècle, le Bas-Canada est aux prises avec une grave crise agricole qu'accentue une forte poussée démographique. Dès 1820, l'Assemblée du Bas-Canada, consciente du fait que cette crise reflète l'étranglement du monde rural dans les limites seigneuriales, cherche à ouvrir de nouveaux territoires.

Une expédition envoyée en 1828 révèle au public l'étendue et la fertilité des terres du Saguenay et principalement de la plaine qui entoure le lac Saint-Jean. Dès lors, les habitants de Charlevoix dont les grandes familles ne trouvent plus de place pour s'établir envoient pétitions sur pétitions au gouvernement. Mais c'est une région fermée, monopolisée par la Compagnie de la baie d'Hudson qui y fait la traite des fourrures et n'y permet aucune forme d'établissement. Le gouvernement se sent lié par le bail que détient la Compagnie, bail qui doit

prendre fin en 1842. Toutefois, des conflits sociaux et politiques – qui atteignent leur point culminant lors de la Rébellion de 1837 – incitent le gouvernement à chercher une solution afin de diminuer la pression sociale.

Entre-temps, la Compagnie de la baie d'Hudson s'engage dans l'exploitation forestière, un secteur en plein essor. Au grand mécontentement des marchands de bois de Québec qui convoitent les immenses ressources de son territoire, elle se fait octroyer par le gouvernement un contrat de coupe de 60 000 billots de pin; elle ne peut cependant le mener à bien, faute d'expérience. Elle propose donc de transférer son contrat à un groupe d'habitants de La Malbaie organisés en société, tout en restant maîtresse des lieux. Le gouvernement, qui voit là un moyen d'atténuer les tensions sociales, accepte ce compromis.

UN MONOPOLE

La Société des Vingt-et-Un affrète une goélette qui remonte le Saguenay en 1838. Elle construit de petites scieries actionnées par des turbines dans les anse le long du fjord. Le groupe débarque dans la baie des Ha!Ha! le 11 juin, date considérée comme celle de l'ouverture du Saguenay à la colonisation. Mais les hommes de la Société des Vingt-et-Un sont ici pour couper du bois, non pour cultiver. Il le feront quand même, malgré les menaces de la Compagnie. En 1842, quand le territoire sera ouvert à la colonisation, il y aura déjà quelques centaines de familles établies en squatters avec leur maison, leur grange et leurs champs.

C'est aussi en 1842 que toutes les scieries de la Société passent aux mains de William Price, marchand de bois de Québec. Par l'intermédiaire d'Alexis Tremblay dit «Picoté», gérant de sa scierie de La Malbaie et chef des Vingt-et-Un, Price s'est en effet servi de cette société pour entrer discrètement dans la région et mettre la main sur les emplacements de moulins du Bas-Saguenay. Grâce à un accord avec le métis Peter McLeod, Price occupe également le secteur de Chicoutimi, carrefour de rivières qui lui donnent accès aux forêts du Lac-Saint-Jean avant la fin du bail de la Compagnie de la baie d'Hudson. En tant qu'autochtone, McLeod a le droit d'implanter une scierie au bord de la rivière du Moulin, près de Chicoutimi, dès 1842. Toute la vie économique de la région sera dominée par ce monopole qui privilégie les activités forestières au détriment de l'agriculture. McLeod, connu pour son caractère violent, dicte ses propres règles aux colons et administre la justice. Price a son système de monnaie, les pitons, avec lesquels les travailleurs doivent acheter aux magasins de la Compagnie tout le nécessaire vital.

Cette exploitation pousse le père Jean-Baptiste Honorat, missionnaire oblat venu de France, à fonder une colo-

nie libre à l'exemple de tentatives faites en France. Il s'enfonce avec une vingtaine de colons dans le secteur du Grand-Brûlé, futur Laterrière, et y construit un moulin à scie et un moulin à farine de manière à leur assurer une certaine autosuffisance. Mais en bâtissant sa scierie sur la rivière du Moulin, il coupe à McLeod une partie de son approvisionnement en bois. De plus, sa colonie attire les travailleurs de Chicoutimi et de Grande-Baie, privant l'industrie du bois d'une main-d'oeuvre précieuse. Au cours d'une succession d'affrontements dramatiques qui conduisent à l'isolement du père Honorat, Price fait pression sur l'archevêque de Québec jusqu'à ce qu'Honorat soit contraint de quitter le Saguenay en 1849.

UNE SOCIÉTÉ DE COLONISATION

L'année même du départ d'Honorat, un contingent de colons bien équipés arrive de la côte sud du Saint-Laurent sous la protection de la Société de l'Islet et de Kamouraska dirigée par le curé Hébert. Leur but: fonder une colonie directement au Lac-Saint-Jean où se trouvent les meilleures terres. La société que dirige Nicolas de Tolentin Hébert

reflète la vision du clergé et de l'élite canadienne-française qui veulent contrer l'exode de leurs compatriotes vers les États-Unis, ce «lieu de perdition». «*Emparons-nous du sol pour conserver notre nationalité*»¹ est le mot d'ordre du mouvement de colonisation.

La société du curé Hébert résout assez facilement ses différends avec la Compagnie Price en lui vendant le bois qu'elle coupe sur les terres et des produits agricoles. Mais elle doit faire face au problème majeur du transport car le lac Saint-Jean n'est accessible qu'en canot. Il faut donc ouvrir un chemin à travers bois dans cette zone rocheuse qui sépare le lac du Saguenay. C'est la naissance du chemin Kénogami, complété en 1870, qui verra passer tant de chariots de colons en route pour le Lac-Saint-Jean et ses promesses. Ce chemin va miner les ressources financières de la Société qui, à sa dissolution en 1856, n'aura pu remplir complètement le mandat qu'elle s'était donné de remettre à ses actionnaires des terres en partie défrichées avec une maison bâtie. Hébertville, lieu de passage obligatoire, devient paroisse mère et chef-lieu des villages qui naissent dans le croissant sud du lac, d'Alma à Saint-Félicien.



Le quai de l'Anse-Saint-Jean en 1885. En 1838, c'est ici que débarquent les hommes de la Société des Vingt-et-Un venus faire la coupe du bois et construire une scierie. Ils trouveront en ce lieu un havre excellent et une vallée propice à l'agriculture. (photo: Société historique du Saguenay, Archives nationales du Québec à Chicoutimi)



Famille de Montagnais à Pointe-Bleue. La progression de la colonisation confina les premiers habitants du Saguenay à la réserve de Pointe-Bleue dont on retrancha ultérieurement la majorité des terres cultivables pour les offrir aux colons. On ne laissa aux Montagnais que les terres bordant le lac Saint-Jean et des territoires de chasse dans les forêts au nord et à l'ouest du lac. (photo: Archives Notman, Musée McCord)

La fin de la société du curé Hébert marque le retour à la colonisation individuelle. Les nouveaux colons vont s'installer en squatters sur des terres avec l'insécurité et la misère que cela comporte. Le travail aux chantiers vient apporter aux colons, dans cette économie de subsistance, le peu d'argent qui leur permet d'acheter ce que la forêt et la terre ne peuvent leur procurer. Cette période est marquée par le Grand Feu de 1870 qui dévaste la région en un seul jour, de Saint-Félicien jusqu'à Grande-Baie. Animaux, grains de semences, maisons, tout est brûlé. Au lieu de se décourager et de partir, les colons vont reconstruire leur habitation avec les arbres à demi-brûlés, et les secours venus de toute la province se chargeront du reste.

UNE PÉRIODE PROSPÈRE

En 1888, le chemin de fer relie la région à la ville de Québec, ce qui permet aux cultivateurs d'écouler leurs produits sur un plus vaste marché. La colonisation connaît un essor considérable et Roberval, terminus de la voie ferrée, dé-

trône Hébertville comme chef-lieu et supplante même en importance Chicoutimi. Son quai sur le lac fait de Roberval le centre d'une petite flotte de bateaux à vapeur qui dessert de nouvelles paroisses comme Mistassini, Péribonka, Honfleur, La Pipe... et transporte les touristes venus de tous les continents taquiner la ouananiche dans les eaux brunes du lac.

Le mouvement agricole est à son apogée. La Société de colonisation du Lac-Saint-Jean ira chercher ses colons aux États-Unis et en Europe. Mais beaucoup de colons attirés par de fausses promesses repartent vers des cieux plus cléments. Finalement, l'accroissement de la population tiendra surtout à la fécondité des familles déjà établies et à leur enracinement dans la région. En 1921, la région comptera 73 000 âmes.

Avec l'ouverture des prairies de l'Ouest canadien, la vocation de grenier à blé attribuée au Lac-Saint-Jean est définitivement compromise. La culture céréalière cède le pas à l'industrie laitière qui, grâce au transport ferroviaire, prend un essor prodigieux. Des centaines de fromageries fabriquent du cheddar destiné à l'Angleterre. Les producteurs laitiers groupés autour des fromageries portent le nom de « patrons » même si l'entreprise est la propriété du fromager. Néanmoins, ces patrons décident ensemble de certaines règles communes. Cette expérience va éveiller les agriculteurs à l'esprit coopératif. On sait que les coopératives agricoles se trouveront au cœur du développement de l'agriculture dans la région.

L'avènement du chemin de fer donne aussi l'impulsion au développement industriel. Dès la fin du siècle, surgissent de petites compagnies de pulpe pour la fabrication du papier à Péribonka, Saint-André de l'Épouvante et Val-Jalbert, compagnies qui appartiennent à des Canadiens français. Chicoutimi, que rejoint le réseau ferroviaire cinq ans après Roberval, se lance dans le projet d'une vaste usine de pulpe qui deviendra même la plus grosse du genre au monde. On vit les heures glorieuses de « l'utopie saguenéenne ». Chicoutimi, rêve-t-on, deviendra la plaque tournante de l'Est canadien, carrefour des richesses du sol et de la forêt, terminus maritime et ferroviaire.

LE XX^e SIÈCLE

La fermeture en 1927 des pulperies de Chicoutimi et de Val-Jalbert rachetées auparavant par la puissante Compagnie Price met fin au rêve industriel régional. Le papier supplante la pulpe et Price, avec ses papeteries de Jonquière et de Kénogami, domine à nouveau l'économie régionale. De nouveaux partenaires économiques sont attirés par les richesses hydro-électriques de la région. Les Américains s'intéressent aux rapides du Saguenay et malgré l'opposition persistante d'une partie de la population, des barrages sont construits et le niveau du lac Saint-Jean surélevé en 1926. L'inondation des terres sans expropriation va déclencher une polémique à l'échelle de la province. Cette affaire sera désormais connue comme la « Tragédie du lac Saint-Jean ». Entre-temps, la Compagnie Alcan devient propriétaire des barrages dont l'énergie alimente sa nouvelle usine d'Arvida. Elle prend rapidement de l'expansion avec la construction d'autres barrages sur le Saguenay et la Péribonka, et l'établissement d'usines à Alma puis, récemment, à Grande-Baie. Elle devient le principal employeur régional avec l'industrie papetière qui s'étend à Alma, Dolbeau et Port-Alfred.

L'usine de pulpe de Val-Jalbert en 1902, aux heures de gloire de ce village ouvrier modèle. Avec la pulperie de Chicoutimi à laquelle elle fut intégrée, cette usine représente la première réalisation industrielle canadienne-française d'envergure internationale. (photo: Société historique du Saguenay, Archives nationales du Québec à Chicoutimi)

Alors que les agriculteurs des zones plus anciennes consolident leurs fermes, la colonisation connaît un dernier bond au moment de la crise des années trente. Les chômeurs des villes sont amenés par des sociétés de colonisation sur des terres pauvres, à la limite du plateau laurentien. Ces petits villages survivent aujourd'hui tant bien que mal grâce aux chantiers forestiers et aux petites scieries locales.

La région connaît une crise sévère dans les années soixante-dix. Pour la première fois la population diminue en faveur des grands centres urbains. La saignée touche surtout les jeunes en quête de travail. La grande industrie n'est plus créatrice d'emplois; sa modernisation va

même en diminuer le nombre. Les forêts s'épuisent. L'éloignement freine la capacité des entreprises locales à concurrencer les grands centres. Que réserve l'avenir? L'accent est mis désormais sur la capacité d'innover et l'esprit d'entreprise des gens de la région de même que sur les spécificités régionales. Des programmes d'aide à la recherche et à la mise sur pied de petites entreprises sont en cours. Verra-t-on le Saguenay-Lac-Saint-Jean reprendre en main son économie?

1) En sous-titre du livre de l'abbé François Pilote: *Le Saguenay en 1851*, paru à Québec en 1852.

Jean-Thomas Bédard est réalisateur de documentaires à l'Office national du film. À l'occasion du 150^e anniversaire du Saguenay-Lac-Saint-Jean, il a réalisé un film intitulé À force de bras sur l'histoire de la colonisation de cette région.

